



Message aux agents de la DIRCOFI SUD-EST

Suite au meurtre, vendredi 24 février au soir, de notre collègue Jean-Luc Dequaire vérificateur de la 1^{re} brigade, les syndicats ont été reçus en urgence lundi matin 27 février par M. Mattoy, en présence de M. Dufresnoy, Directeur de l'Inter-région. Le Directeur Général, M. Parini est venu spécialement de Paris dès le lendemain matin et nous a accordé une audience à la direction en présence de Mrs Gautier Jean-Louis, M. Dufresnoy et M. Mattoy.

La ministre, Mme Pécresse a adressé également un message de soutien .

L'administration a assuré les personnels de son émotion et de son soutien et a annoncé une série de mesures :

- Mise en place de cellules, médicale et psychologique, auxquelles chacun peut avoir accès sur simple demande.
- Rapport sur les dossiers sensibles par les chefs de brigade, et invitation à transmettre à la hiérarchie par ces derniers toute inquiétude quant aux dossiers en cours.

Face à l'extrême gravité des faits, la CGT a insisté pour que l'enquête aboutisse au plus vite afin de retrouver leurs auteurs et commanditaires éventuels.

Nous avons également demandé que toutes les mesures appropriées soient prises afin d'assurer la protection des agents et, en premier lieu, ceux qui sont proches et qu'un soutien psychologique soit proposé aux personnes qui le souhaitent.

La CGT a aussi rappelé avoir attiré l'attention sur les risques professionnels dans le cadre de la procédure du « document unique » .

Le directeur a reçu les agents de Marseille et présenté une vidéo conférence accessible aux collègues des autres sites afin de donner les informations nécessaires et apporter son soutien aux agents. A cette occasion il a notamment conseillé de ne pas donner son numéro de portable aux entreprises et envisagé la possibilité d'avoir des numéros d'immatriculation différents.

M. Parini s'est dit très touché et attentif à cet événement et à ses conséquences.

Il a précisé qu'aucune piste n'était écartée ni privilégiée.

Il a assuré aux syndicats qu'il était conscient que le métier de vérificateur était un métier difficile et soumis à des risques.

Il leur a assuré qu'il les tiendrait informés des orientations de l'enquête.

La CGT a regretté que la presse ait pu faire des révélations de nature à nuire à la tranquillité et à la sérénité de la famille et de leurs proches et a demandé que des mesures soient prises à ce sujet.

M. Parini a entendu le message et précisé ne pas avoir sur ce point la totale maîtrise.

Sur la question du secret professionnel que nous avons aussi abordée, Mr Parini s'est engagé à établir une note écrite pour les collègues auditionnés dans le cadre de l'enquête.

Pour l'avenir, la CGT a également demandé qu'un groupe de travail soit mis en place afin d'étudier les conditions particulières de travail des vérificateurs pour limiter au maximum les risques encourus.

La CGT se félicite de la réactivité de l'administration et des actions de soutien aux agents particulièrement choqués par ce geste odieux. Des engagements concrets ont été pris afin d'aider les collègues à surmonter cette épreuve douloureuse pour tous.

Enfin, à la demande de la CGT, une autorisation d'absence est accordée par M. Mattoy pour les agents qui désirent participer aux obsèques qui auront lieu vendredi.